



LE BULLETIN

de la Fédération Professionnelle
INDÉPENDANTE de la Police

>> ZONE SUD-OUEST

©FOTOLIA - HSTUDIA



EXCLUSIF

Les coulisses de la manifestation



ÉDITORIAL



Tout d'abord, merci collègue de rester fidèle à la lecture du bulletin FPIP Sud-ouest.

À travers ces quelques pages nous nous efforçons de relater le sentiment des collègues travaillant sur le terrain ou en investigation.

Nous nous devons, en tant que fédération professionnelle la plus ancienne au sein de la maison Police, de vous rapporter la vérité, et les actions que nous menons sur la zone.

En janvier 2016, le paysage de notre zone va changer puisque la région Midi- Pyrénées va passer sous la tutelle du SGAMI Marseille. Nous dépendrons donc de la zone de défense sud, à 400 kms de la ville rose.

Toulouse étant une ville de plus en plus difficile, la logique économique prenant le pas sur la logique sécuritaire, vous imaginez les difficultés à venir pour obtenir rapidement des moyens humains et matériels quand il y aura des coups durs; nous devons attendre quelques heures de plus pour faire face à des situations urgentes.

Visiblement le passé ne sert pas de leçon et le politique l'emporte au détriment de la sécurité de nos concitoyens.

Ceci étant dit, sachez que la FPIP est intervenue seule puis en intersyndicale pour défendre nos positions actuelles.

Toulouse doit avoir sa propre zone de défense : Nous aurions pu innocemment croire qu'après la tragique actualité où des personnes ont été massacrées, il y aurait eu une réflexion sur la création d'une zone de défense sur Toulouse; il n'en est rien. Les secrétaires généraux de nos syndicats majoritaires se sont sentis entendus lors de leur visite à l'Elysée !

Je vous laisse prendre connaissance de l'article suivant pour plus d'explications.

La FPIP Sud-ouest, ainsi que son bureau national fédéral, vous présentent ses meilleurs vœux pour 2016. ●

David Portes

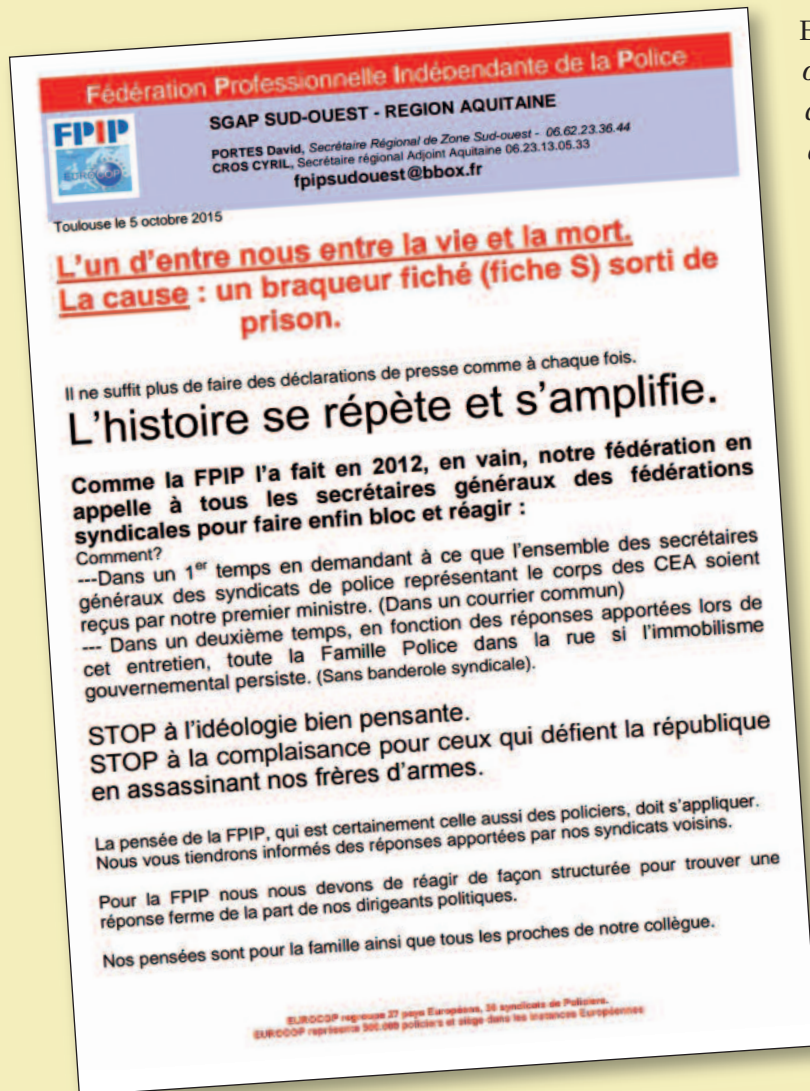
SECRÉTAIRE DE ZONE SUD-OUEST FPIP [BRIGADIER DE POLICE]



**La FPIP Sud-ouest,
ainsi que son bureau national fédéral
vous présentent
ses meilleurs vœux pour 2016**

EXCLUSIF

Toute la vérité sur la manifestation des policiers du 14 octobre 2015



Extrait de l'article *Marianne* : « Les premières organisations syndicales à proposer de descendre dans la rue sont de micro-syndicats classés très à droite sur l'échiquier, la CFTC et la FPIP, appendice du Front national. C'est à cet instant que les responsables du syndicat *Unité...* » (lien de l'article : <http://www.marianne.net/fredericploquin/police-chronique-colere-annoncee-devastatrice-100237289.html>)

Si cet article effectivement reconnaît que nous sommes à l'origine de cette manifestation (voir tract ci-contre), n'en déplaise à certains, la FPIP et la CFTC demeurent indépendantes de tous partis politiques.

Et oui, il faut absolument cataloguer une fédération gênante car trop honnête pour entrer dans les magouilles, où certains syndicats sont plus soucieux de conserver le monopole offert par le pouvoir politique en place que la défense des collègues qui travaillent dans des conditions difficiles, et avec des restrictions de congés.



Manifestation du 14 octobre 2015 à Toulouse

La FPIP, qui a été volontairement écartée de la réunion auprès du PR, ne peut se contenter des effets d'annonces médiatiques qui restent de la poudre aux yeux.

La présence d'un délégué syndical FPIP ayant une conscience professionnelle aurait-elle autant dérangée ?

[suivre >>>](#)

<<<

VOUS AVEZ DIT : NOUS AVONS ETE ENTENDUS ET SATISFAITS ?

Notre premier ministre a encore récemment qualifié de scandaleux les tutoiements des jeunes de banlieue par les policiers.

Nos forces de l'ordre restent dans la souffrance ; nous n'avons pas été entendus, c'est une certitude

et cela se voit quotidiennement sur le terrain, il ne se passe pas un jour sans que nos collègues CRS ne soient blessés sur le site de Calais.

Pour finir voici l'original du mail envoyé à toutes les organisations syndicales et la réponse d'unité police qui se targue d'être à l'origine de la manifestation.

Mail de notre Secrétaire Général suite au tract du sud-ouest :

De : claude choplin [mailto:fpip-eurocop@gmx.fr]

Envoyé : mercredi 7 octobre 2015 10:34

A : frederic.lagache@alliancepn.fr; jeanclaude.delage@alliancepn.fr; bureau.national@synergie-officiers.com; jmbailleul@scsi-pn.fr; secretariat@scsi-pn.fr; secretariat@commissaires.fr; olivier.boisteaux@commissaires.fr; bureaunational@snipat.com; contact@uniondesofficiers.fr; police@unsa.org; secretariat@le-scpn.fr; cgtpolice@cgf.fr; communication@cftcpolice.net; cappolice@free.fr; secretariat@unitesgppolice.fr; philippe.capon.sg@orange.fr; sg@alliancepn.fr

Objet : rassemblement commun des OS

Bonjour chers collègues,

Devant les dramatiques événements de ces derniers jours, je pense qu'il est plus que temps de faire taire nos divergences et de se rassembler sur l'essentiel: la défense de notre métier et la protection de celles et de ceux qui mettent tous les jours leur vie en danger.

Pour cela, la Police nationale a besoin de toutes les femmes et les hommes de bonne volonté.

Je vous propose de nous rencontrer afin de mettre en œuvre une action commune et de montrer notre détermination à ne plus voir se reproduire l'inacceptable.

Bien à vous tous,

Claude CHOPLIN SGF FPIP Eurocop

Réponse d'unité police, courte mais qui en dit long :

Envoyé : mercredi 7 octobre 2015 à 17:50

De : "Secretariat UNITÉ SGP POLICE FO" <secretariat@unitesgppolice.fr>

A : "claude choplin" <fpip-eurocop@gmx.fr>, frederic.lagache@alliancepn.fr, jeanclaude.delage@alliancepn.fr, bureau.national@synergie-officiers.com, jmbailleul@scsi-pn.fr, secretariat@scsi-pn.fr, secretariat@commissaires.fr, olivier.boisteaux@commissaires.fr, bureaunational@snipat.com, contact@uniondesofficiers.fr, police@unsa.org, secretariat@le-scpn.fr, cgtpolice@cgf.fr, communication@cftcpolice.net, cappolice@free.fr, philippe.capon.sg@orange.fr, sg@alliancepn.fr

Objet : RE: rassemblement commun des OS

Cher collègue,

J'accuse réception de ton courrier électronique en date du 7 octobre dernier par lequel tu nous appelles à nous rassembler suite aux, je te cite, "dramatiques événements de ces derniers jours".

Si je peux te rejoindre sur le drame que vient de vivre notre camarade de la BAC et l'ensemble de ses collègues, UNITE SGP POLICE-FO n'a pas attendu celui-ci pour œuvrer et agir pour la défense de celles et ceux qui, au quotidien font un métier difficile et dangereux pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

La recrudescence de la violence à l'encontre des forces de l'ordre est une réalité et avons, pour notre part, immédiatement saisi Monsieur Bernard CAZENEUVE, Ministre de l'Intérieur pour que de tels drames ne se reproduisent plus.

D'autre part, il n'a jamais été dans mes habitudes de "surfer" sur le populisme et pense que cela ne servira d'ailleurs pas l'institution Police pas plus que les femmes et hommes qui la composent. Tu comprendras donc aisément qu'il m'est difficile de répondre favorablement à ta proposition.

Un débat permettant d'aboutir à des mesures concrètes aura certainement lieu avec les organisations syndicales représentatives et UNITE SGP POLICE - FO s'y associera alors pleinement car, la défense des intérêts de nos collègues et la préservation de leur intégrité physique et morales doivent être notre priorité.

Bien cordialement

À votre bonne interprétation collègues ; nous vous laissons être juges de la réponse d'Unité qui défend les intérêts de la police nationale.

Non il ne veut pas surfer sur le populisme mais il appelle en urgence son « camarade » UMP (qui n'a pas répondu) pour prendre les devants.

Personnellement, nous, à la FPIP, nous avons du mal à appeler le rédacteur de cette réponse, collègue qui d'ailleurs, n'a pas eu le courage de signer... ●

Le bureau zonal

Le policier ce mal-aimé si indispensable

Trois de nos collègues du commissariat ouest de Toulouse ont été blessés le 24/09 par un individu qui est venu directement demander des comptes au poste de police, sa femme y étant venue se réfugier.

Auparavant le 15/09, cinq de nos collègues CRS étaient blessés dans une rixe très violente rue du Taur à Toulouse. Ce ne sont que deux exemples parmi le flot quotidien : force est de constater que les agressions de policiers sont en recrudescence depuis deux ans sur notre région Midi-Pyrénées comme sur l'ensemble du territoire national.

Comme le rappelait un article du *Figaro* du 28/08/15, il y a eu 7 608 policiers ou gendarmes blessés durant l'année 2014. Une moyenne de 20 représentants de l'ordre par jour qui seraient blessés en mission : une explosion de 46 % depuis 2008 ! Dans ces chiffres ne sont comptabilisés que les fonctionnaires et gendarmes blessés en mission. Ceux qui sont agressés de par leur qualité, en dehors de leur service ne sont pas comptés. La France aime-t-elle encore sa police ?

Toujours soupçonné de violence arbitraire, le fonctionnaire se retrouve systématiquement pris entre le marteau et l'enclume. Si certains délinquants ou criminels n'ont plus peur de s'en prendre à la police, c'est qu'ils sont pénétrés d'un sentiment d'impunité. La relaxe quasi totale des zadistes du barrage de Sivens au mois de septembre, est venue à point pour confirmer ce sentiment.

Sur le terrain, les collègues sont parfois paralysés entre la riposte nécessaire face à une agression et la peur de la « bavure » ainsi que des sanctions administratives et pénales qui suivront .

Pourtant dans la formation beaucoup de progrès ont été faits avec le remplacement des antiques techniques de self-défense (« la fameuse parade croisillon ») par des gestes techniques venant du Krav-maga ou d'autres arts martiaux.

Les stages AMOK ont été suspendus, pourtant appréciés des collègues ; espérons que cela soit pour être remplacés par une formation plus en phase avec les événements.

Le policier se doit d'être un professionnel de la sécurité, formé, apte physiquement. Trop souvent, les chefs de services, plus soucieux de la présence en chiffre des fonctionnaires sur le terrain que de la sécurité de ces derniers (prime oblige !), font passer à la trappe le créneau des deux heures minimum de sport par cycle de travail, pourtant demandé par les textes réglementaires. Beaucoup de fonctionnaires n'ont pas la possibilité de pratiquer du sport en dehors des heures de service : ces deux heures cycliques, contrairement à ce que peuvent penser certains, sont absolument nécessaires et doivent être respectées.

On ne peut demander au personnel d'être en forme pour assurer leurs missions et ne pas leur en donner les moyens !

Le policier doit aussi se sentir à l'aise avec son arme mais ce n'est pas avec trois tirs par an que l'on maîtrise parfaitement celle-ci. Pourquoi ne pas donner des facilités aux fonctionnaires pour pouvoir s'entraîner avec leur arme de service dans les stands privés ? (établissement de convention, prise en charge de licence, etc...)

Face à une société de plus en plus violente, face à des individus de plus en plus déterminés, l'Etat se doit d'entamer une réflexion de fond sur les moyens qu'ils donnent aux personnels chargés de garder la paix civile... s'il veut la conserver encore quelques temps. ●

Philippe Payri

LE SECRÉTAIRE RÉGIONAL MIDI-PYRÉNÉES
(GARDIEN DE LA PAIX)
REPRÉSENTANT FPIP EN CAPI MIDI PYRÉNÉES





CRS : Adaptation ou le syndrome de « Rain Man »



L'administration ne prend clairement pas la mesure des événements !

La FPIP, par la voix de son secrétaire général Claude Choplin, est intervenue dernièrement à de nombreuses reprises pour tirer la sonnette d'alarme. On ne peut déceimment pas exposer ainsi les fonctionnaires!

Que ce soit à Calais ou à Paris, des binômes sont placés sur des points névralgiques (point d'accès, ponts...) isolés et parfois sous-équipés.

L'adaptation est le mot magique que prononce parfois la DCCRS lors de nos interventions successives.

Nous demandons pour nos collègues que le strict nécessaire soit fait, j'allais dire, le minimum vital, afin qu'ils puissent assurer leurs missions de travail en toute sécurité. Le nombre important de nos collègues CRS blessés à calais montre l'impuissance de nos dirigeants à protéger notre propre personnel en mission.

La situation est plus que jamais explosive, la direction doit prendre des mesures et exprimer auprès des autorités politiques aussi le ras le bol de nos troupes qui servent de bouclier et de pansement face à un désordre national ou les délinquants équipés d'armes de guerre font loi dans les quartiers.

Le laxisme et l'angélisme de nos gouvernements successifs (de surcroit soutenus par nos instances syndicales) nous ont fait sombrer dans un autisme total.

Il nous tarde de voir la revalorisation de l'IJAT, qui même si elle n'est pas satisfaisante par le montant obtenu, ne doit pas faire oublier l'arbre qui cache la forêt. Tout ne se résume pas à une question d'argent ; prenez ces quelques pièces et taisez vous !

Nos CRS ne se contenterons plus du mot « adaptation » qui peut finir par rimer avec celui de « condoléances » !

Comment s'adapter quand l'administration n'est pas capable de trouver des sites d'hébergement acceptables alors que des événements comme la COP 21 sont prévus depuis belle lurette !

Faire des milliers de kilomètres fait partie du boulot, mais se mettre en insécurité dans des véhicules dont le compteur kilométrique a de quoi faire pâlir n'importe quel concessionnaire automobile, est inacceptable alors que nous sommes nous-mêmes chargés de la sécurité des véhicules qui roulent sur l'hexagone.

Le jour où nos autorités auront compris que les forces de l'ordre, CRS et gendarmes, essentiellement en matière de maintien de l'ordre, sont le dernier rempart à la chienlit, nous aurons avancé. Heureusement que les entreprises du secteur privé ne gèrent pas leur personnel de la même manière, elles auraient fait faillite de puis longtemps. ●

David Portes

SECRÉTAIRE DE ZONE SUD-OUEST FPIP [BRIGADIER DE POLICE]

LA POLICE SE MEURT D'UNE LONGUE MALADIE : Le déni de la réalité du métier !

On peut constater qu'en 2015, le métier de policier est de plus en plus compliqué pour les collègues du terrain. Outre le fait que les salaires n'évoluent plus depuis plus de 5 ans, la violence et le terrorisme, eux ont bien évolué. Quelle est la réponse apportée depuis les événements du 7 janvier 2015 ? **Rien, le néant, le désert.** Notre administration composée de hauts fonctionnaires très largement rémunérés par l'argent public pourraient au moins avoir le respect de se mettre autour d'une table dans le but de faire progresser le métier dans tous les domaines. Il est temps de mettre l'administration face à ses responsabilités :

- Donner des primes à des patrons pour des camemberts statistiques colorés c'est bien gentil mais revoir le salaire à la hausse et attribuer une prime mensuelle réelle pour tous les collègues du terrain exposés au danger, serait bienvenu (si vous avez un peu de reconnaissance). Comment ferez vous messieurs les patrons pour remplir vos camemberts si vous n'avez plus d'hommes sur le terrain pour effectuer vos interpellations, vos PVE, vos SO, vos MO et autres VO...?
- La FPIP demande la révision de la légitime défense face à des criminels déterminés agissant parfois en meute en plaçant le policier en état de légitime défense dès lors qu'il se trouve en présence d'un individu armé.

- La FPIP demande le changement de tous les équipements individuels qui ne sont plus d'actualité, et le remplacement des véhicules essoufflés (non pas par des véhicules de type Kango inadaptés et qui nous décrédibilisent).
- Nous demandons la suppression définitive de certaines missions telles que les gardes hôpitaux, l'utilisation de force de police dans un but privé, les transferts palais, présentations psy, etc...
- La mise en place d'un véritable service de soutien par notre administration pour nos collègues qui subissent des menaces directes sur leur personne ou leur famille afin qu'ils puissent changer de vie rapidement. C'est un dispositif appliqué pour les commissaires, donc pourquoi pas pour le corps des CEA ?

La liste est longue mais ce serait un bon début ! La police française est archaïque, fatiguée, commandée par des énarques, souvent étrangers à la réalité du métier de policier mais très au fait du métier de politicien. Puisque l'égalité dans notre administration est si revendiquée : agissez messieurs les décideurs ! ●



Cyril Cros
SECRÉTAIRE RÉGIONAL
ZONE AQUITAINE [GPX]



Alain Foucher
SECRÉTAIRE DÉPARTEMENTAL
GIRONDE [GPX]

La FPIP invitée au congrès de la CFTC

La FPIP a été invitée au congrès de la CFTC le 18 et 19 novembre 2015. L'accueil chaleureux qui nous a été offert nous a permis de présenter notre vision de l'ordre républicain en France et de partager les valeurs de la confédération des travailleurs chrétiens.

Nous vous présenterons prochainement le travail effectué dans le cadre du rapprochement FPIP/CFTC pour défendre les conditions de travail, les avancements et les salaires des policiers. ●



Le point sur la prime OPJ

P rime OPJ, une qualification qui n'est pas reconnu par notre Ministère depuis 15 ans : une escroquerie légale et une inaction des partenaires sociaux ou la division syndicale plus que jamais volontaire arrange notre administration: L'investissement personnel et les responsabilités d'un OPJ ne sont pas reconnus. L'alourdissement de la procédure suite aux réformes successives viennent compliquer le travail d'investigation.

Des OPJ bénévoles

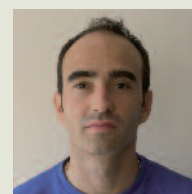
Un collègue obtenant la qualification OPJ doit attendre des années avant d'être nommé dans le grade supérieur alors qu'il rédige des actes et engage donc sa responsabilité : le Ministère de la Justice reconnaît donc sa qualification d'OPJ contrairement à notre Ministère qui refuse

d'attribuer dans un délai raisonnable un avancement pourtant bien mérité.

La FPIP demande que les collègues ayant obtenu leur qualification d'OPJ soient nommés dans l'année et que leur prime soit doublée.

Tous les partenaires sociaux devraient intervenir sur ce sujet qui est une aberration tout comme le montant des heures de nuit, sujet auquel la FPIP va intervenir à nouveau et tenter de réveiller tous les syndicats de policiers comme nous l'avons fait pour la manifestation du 14 octobre. ●

Stéphane Zywot
BRIGADIER OPJ SERVICE SD31



BULLETIN D'ADHÉSION

À COMPLÉTER ET À RETOURNER SOUS ENVELOPPE À :
FPIP Hôtel de Police de Toulouse
23, Boulevard de l'Embouchure - 31200 Toulouse
Tel : 06 62 23 36 44 / mail : fpijsudouest@gmail.com



NOM PRENOM

Date et lieu de naissance

ADRESSE domicile CODE POSTAL VILLE

>>> Grade et service d'affectation

>>> Matricule

TEL

DATE ENTRÉE POLICE :

PORTABLE

DATE ADHESION FPIP :

E-MAIL @

Fait à le

Adresse service d'affectation

Signature :

COTISATION ANNUELLE :

Cadet : 10 € / ADS : 25 € / Gardien de la paix : 65 € / Brigadier : 70 € / Brigadier Chef : 75 € / Major : 80 € / Ouvrier d'État : 40 €
Agent Administratif : 40 € / Adjoint Administratif : 45 € / Secrétaire Administratif : 65 € / Attaché de Police : 100 € / Retraité : 35 €



Le Bulletin de la Fédération Professionnelle Indépendante de la Police - n° 4 - janvier 2016
FPIP Hôtel de Police de Toulouse - 23, Boulevard de l'Embouchure - 31200 Toulouse Tel : 06 62 23 36 44 / mail : fpijsudouest@gmail.com
Directeur de la publication : Claude Choplin // Directeur de rédaction : David Portes // Comité éditorial : Philippe Payri
Création et réalisation mise en page : Lorena Magee // Impression : SGI Toulouse // Tirage : 1 000 exemplaires
Commission paritaire : en cours // ISSN : 2273-791X